

B TENDANCES DU COMMERCE ET QUESTIONS COMMERCIALES

1. LES DIX ANS DE L'ACCORD SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION, 1996-2006

a) Introduction

En décembre 1996, à la première Conférence ministérielle de l'OMC tenue à Singapour, 23 pays ont signé l'Accord sur les technologies de l'information (ATI). Cet accord avait pour objectif « d'encourager la poursuite du développement technologique de l'industrie des technologies de l'information à l'échelle mondiale » et « d'arriver à une liberté maximale du commerce mondial des produits des technologies de l'information » en éliminant tous les droits de douane sur les échanges de ces produits. L'abaissement des obstacles au commerce devait permettre d'élargir « la contribution positive que les technologies de l'information apportent à la croissance économique et au bien-être mondiaux ».¹³ L'ATI est entré en vigueur en 1997, année où le commerce des participants représentait, en valeur, plus de 90 pour cent du commerce mondial des produits visés – critère stipulé dans l'Accord. Dix ans plus tard, l'industrie de l'information et de la communication est considérée comme un puissant moteur du processus de mondialisation, transformant à la fois les pays développés et les pays en développement. L'essor rapide d'Internet (1 milliard d'utilisateurs en 2005) et la diffusion mondiale de la téléphonie mobile cellulaire (2,1 milliards d'abonnés en 2005) sont deux exemples notables du rôle accru des technologies de l'information dans l'économie mondiale d'aujourd'hui.¹⁴ La diffusion des technologies de l'information a créé de multiples possibilités commerciales, a transformé de nombreux secteurs de services et a remis en cause bon nombre des anciens modes de production et de distribution.

L'élimination des droits de douane sur les produits des technologies de l'information¹⁵ a favorisé l'essor rapide du secteur. Alors que les droits consolidés et les droits appliqués pour ces produits étaient déjà modérés sur les grands marchés développés (la plupart se situant entre 2 et 4 pour cent), les niveaux des droits variaient considérablement parmi les pays en développement. Dans certains de ces pays, les produits des technologies de l'information étaient soumis à des droits consolidés et appliqués peu élevés, mais dans d'autres, les taux de droits étaient supérieurs à 10 pour cent et le niveau des consolidations était faible. Pour ces derniers, l'élimination des droits sous l'effet de l'ATI était un pas important dans l'ouverture des marchés, quelque peu atténué par l'échelonnement de la mise en œuvre, qui a duré jusqu'à huit ans dans de nombreux cas (par exemple, en Inde, en Malaisie et en Thaïlande). Entre 1997 et la fin d'avril 2007, 33 pays supplémentaires ont accédé à l'ATI, portant à 70 le nombre total de parties à l'Accord.¹⁶ En 2005, les membres de l'ATI représentaient plus de 97 pour cent des exportations et importations mondiales de produits des technologies de l'information.

Dans les paragraphes suivant, nous présentons un aperçu des réductions tarifaires opérées dans le cadre de l'ATI ainsi qu'une récapitulation des échanges de produits des technologies de l'information par région, pays commerçant et catégorie de produit. Il est malheureusement impossible de faire une estimation exacte de l'incidence globale de l'ATI sur le commerce mondial de ces produits. Cette estimation devrait tenir compte de l'absence de point de départ précis marquant la mise en œuvre intégrale de tous les engagements. De plus, l'élimination des droits dans le cadre de l'ATI n'a d'effet que sur les importations soumises au traitement tarifaire NPF et non sur les échanges assujettis à un traitement tarifaire préférentiel en franchise de droits. Enfin, la période considérée est caractérisée par d'amples variations

¹³ Déclaration ministérielle sur le commerce des produits des technologies de l'information, Singapour, 13 décembre 1996, document de l'OMC WT/MIN/(96)/16.

¹⁴ Selon l'Union internationale des télécommunications (UIT), le nombre d'utilisateurs d'Internet a été multiplié par 13 (passant de 74 millions à 1 milliard) et le nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles cellulaires par 15 (passant de 145 millions à 2,1 milliards) entre 1996 et 2005.

¹⁵ Aux fins de la présente étude, les produits des technologies de l'information s'entendent des produits visés par l'Accord sur les technologies de l'information.

¹⁶ En comptant séparément les membres de l'UE (à 27).

du cycle conjoncturel s'accompagnant de fortes fluctuations des principaux taux de change. Les flux commerciaux en termes nominaux, exprimés en dollars, sont aussi affectés par la tendance marquée à la baisse des prix. Des données sur les flux commerciaux réels (c'est-à-dire corrigés des variations de prix) ne sont généralement pas disponibles.

b) Aperçu des réductions tarifaires dans le cadre de l'ATI

Pour situer les réductions tarifaires opérées dans le cadre de l'ATI dans un contexte plus vaste, il faut se rappeler qu'elles se sont ajoutées aux réductions des taux consolidés convenues au cours du Cycle d'Uruguay. Les engagements tarifaires des participants à l'ATI sont inscrits dans des listes tarifaires ATI spécifiques, qui indiquent le taux de droit (consolidé) initial (ci-après dénommé «taux de base») et les taux de droits intermédiaires pour chaque année de la période de mise en œuvre. Le taux de base applicable à une ligne tarifaire donnée dans le cadre de l'ATI correspond – en général – aux taux de droits consolidés finals convenus lors du Cycle d'Uruguay. Pour évaluer les réductions tarifaires effectives enregistrées par les pays commerçants, il faut faire une distinction entre les taux de droits consolidés et les taux de droits appliqués. Dans de nombreux pays, en particulier dans les pays en développement, on peut observer que les taux NPF (nation la plus favorisée) consolidés finals résultant du Cycle d'Uruguay sont nettement supérieurs aux taux NPF appliqués. Afin d'évaluer les abaissements tarifaires dans le cadre de l'ATI, il est donc important d'examiner les taux NPF appliqués qui étaient en vigueur lors de la conclusion de l'Accord. Il faut aussi considérer les taux préférentiels applicables aux principaux segments du commerce international des produits des technologies de l'information. Les deux principales catégories d'échanges préférentiels sont les échanges intra-ACR (UE et ALENA par exemple) et les importations destinées à la transformation dans des zones économiques spéciales, pour lesquelles des ristournes de droits sont accordées.¹⁷

On trouvera un aperçu des modifications tarifaires résultant de l'ATI dans le tableau 1 ci-dessous. Ce tableau montre qu'en 1996, la moyenne des droits sur les produits des technologies de l'information (visés par l'ATI) était légèrement inférieure à la moyenne des droits pour l'ensemble des produits industriels, tant pour les taux consolidés finals que pour les taux appliqués. Comme on pouvait s'y attendre, les taux appliqués sur les produits des technologies de l'information étaient inférieurs aux taux consolidés correspondants. Pour six grands pays commerçants développés, les taux appliqués étaient inférieurs de plus de 2 points de pourcentage aux taux consolidés. Sous l'effet de l'ATI, la moyenne arithmétique des taux consolidés et celle des taux appliqués des six principaux pays développés importateurs, qui était, respectivement de 4,9 pour cent (et de 2,7 pour cent), a été ramenée à zéro. L'examen des seuls taux moyens dissimule le fait que, pour certains pays (y compris certains pays développés), les droits de douane les plus élevés sur les produits des technologies de l'information étaient plusieurs fois supérieurs au taux appliqué moyen.

Comme a déjà été dit, les droits consolidés et les droits appliqués sur les produits des technologies de l'information étaient généralement beaucoup plus élevés dans les pays en développement participants que dans les pays industriels. Les principales exceptions étaient Hong Kong, Chine et Macao, Chine, dont les échanges de produits des technologies de l'information visés par l'ATI se faisaient déjà en franchise de droits avant l'entrée en vigueur de l'Accord. Singapour appliquait à ces produits des taux consolidés finals de 13 pour cent mais le taux appliqué moyen était nul. D'après les données disponibles, il semble que les plus fortes réductions des taux appliqués avant l'ATI ont été opérées par l'Inde, la Chine, la Jordanie et la République de Corée.

Le tableau 1 indique aussi le nombre de taux en franchise existant avant et après l'ATI. Dans les pays développés, les deux tiers environ des produits des technologies de l'information qui étaient encore assujettis à des droits après le Cycle d'Uruguay ont bénéficié de la franchise de droits grâce à l'ATI. L'augmentation du nombre de lignes tarifaires en franchise de droits a été très variable parmi les pays en développement – allant du maintien du nombre de lignes existant dans le cas de Hong Kong, Chine à l'ajout de plus de 200 lignes tarifaires en franchise dans le cas de la Chine, de l'Inde, de la Malaisie et du Taipei chinois.

¹⁷ En 2005, les échanges intra-UE (à 25) et intra-ALENA ont représenté ensemble 37 pour cent des exportations mondiales de produits manufacturés. Plus de la moitié des produits manufacturés importés par la Chine sont destinés à être transformés dans des zones spéciales et réexportés, et sont exemptés de droits.

L'incidence de l'ATI sur les listes tarifaires des participants dans leur ensemble est indiquée par la part des lignes tarifaires visées par l'ATI dans l'ensemble des lignes tarifaires en franchise concernant les produits industriels. Si pour les pays développés participants, cette part est de l'ordre de 5 à 17 pour cent, pour les pays en développement participants, elle est beaucoup plus élevée. Pour six des 17 pays en développement participants mentionnés dans le tableau 1, elle est de 100 pour cent ou voisine de 100 pour cent.

Tableau 1
Droits appliqués par certains pays dans le cadre de l'Accord sur les technologies de l'information (ATI)

	Année d'entrée en vigueur de l'ATI	Année de mise en œuvre de l'ATI	Nombre de lignes tarifaires en franchise de droits visées par l'ATI		Taux de droits moyens ^a			Part des produits visés par l'ATI dans les lignes tarifaires consolidées finales en franchise de droits concernant les produits non agricoles	Moyenne pour les produits non agricoles	
			Droit final Cycle d'Uruguay	Taux de base ATI (1996)	Taux de base ATI (TL)	Taux appliqué avant l'ATI ^b	Taux consolidé final ATI		taux consolidés finals	taux appliqués ^b
<i>Participants développés</i>										
Australie	1997	2000	9	190	12,1	3,3	0	19,7	11,0	3,9
Canada	1997	2000	69	345	4,3	3,4	0	12,0	5,3	3,7
UE(15)	1997	2000	69	358	4,0	3,9	0	14,2	3,9	3,9
Japon	1997	2000	145	332	1,0	0,1	0	10,1	2,8	2,8
Norvège	1997	2000	15	226	5,2	2,4	0	8,6	3,2	0,6
États-Unis	1997	2000	81	327	2,8	2,8	0	7,4	3,3	3,3
Participants développés (6)			65	296	4,9	2,7	0	...	4,9	3,0
<i>Participants en développement</i>										
Chine	2001	2005	14	317	6,5	12,7	0	55,9	9,1	9,2
Costa Rica	1997	2005	...	270	6,0	5,0	0	100,0	42,9	4,9
Égypte	2003	2007	...	190	13,0	12,1	0	99,0	27,7	12,5
El Salvador	1997	2005	213	192	1,2	3,2	0	100,0	35,7	5,0
Hong Kong, Chine	1997	1997	168	168	0,0	0,0	0	11,1	0,0	0,0
Inde	1997	2005	...	217	66,4	36,3	0	99,5	36,7	16,4
Indonésie	1997	2005	99	216	5,9	4,7	0	100,0	35,6	6,8
Israël	1997	2005	150	358	5,1	4,2	0	50,8	11,3	4,9
Jordanie	2000	2005	-	248	19,5	9,4	0	51,5	15,2	10,4
Corée, Rép. de	1997	2004	...	386	14,4	7,9	0	27,5	10,2	6,7
Maroc	2004	2010	...	210	12,8	11,9	0	98,6	39,2	21,2
Macao, Chine	1997	1997	255	255	0,0	0,0	0	31,6	0,0	0,0
Malaisie	1997	2005	2	237	12,4	4,1	0	66,4	14,9	7,9
Arabie saoudite	2005	2008	...	199	5,8	...	0	28,0	10,5	4,8
Singapour	1997	2000	58	253	13,2	0,0	0	28,5	6,3	0,0
Taipei chinois	1997	2002	29	253	4,7	4,8	0	12,4	4,8	4,7
Thaïlande	1997	2005	...	194	30,9	...	0	99,5	26,9	8,3
Turquie	1997	2000	...	365	24,9	4,2	0	86,5	17,1	4,7
<i>Non participants en développement</i>										
							taux appliqués			
Brésil	-	-	-	-	31,7	17,2	10,1	-	30,8	12,6
Mexique	-	-	-	-	34,8	11,8	9,7	-	34,9	13,3
Afrique du Sud	-	-	-	-	11,5	2,2		-	15,8	7,9

^a Les moyennes des taux de base sont calculées au niveau de la ligne tarifaire alors que celles des taux appliqués sont calculées au niveau des sous-positions à six chiffres du SH. Les taux appliqués avant l'ATI sont généralement les taux en vigueur au cours de l'année précédant la participation à l'ATI (1996 pour les premiers participants). Pour les non-participants, le taux appliqué aux produits visés par l'ATI se rapporte aux années suivantes: 1997 et 2006 pour le Brésil, 1998 et 2004 pour le Mexique et 2000 pour l'Afrique du Sud.

^b Se rapporte à 2006 ou 2005, sauf pour l'Indonésie (2003).

Source: OMC, BDI.

c) Évolution du commerce mondial des produits des technologies de l'information¹⁸, 1996-2005

Commerce des produits des technologies de l'information au niveau mondial

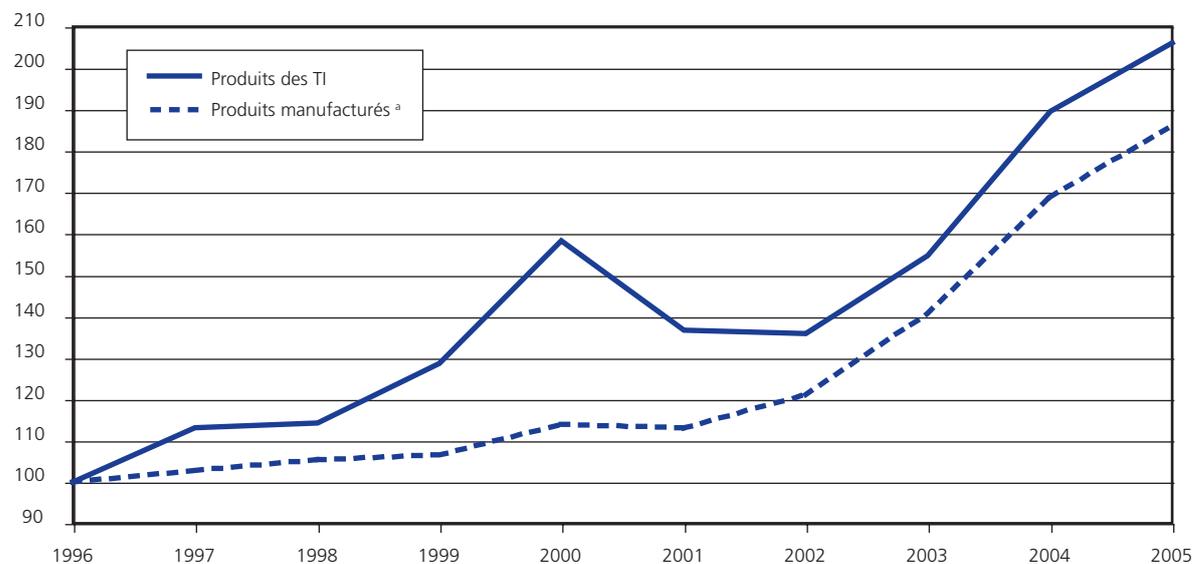
Les exportations mondiales de produits visés par l'ATI ont plus que doublé en dollars entre 1996 et 2005 (graphique 1). Leur taux de croissance annuel moyen a été de 8,5 pour cent pendant ces neuf années et leur valeur a atteint 1 450 milliards de dollars en 2005. Cette année-là, les produits des technologies de l'information ont représenté 14 pour cent des exportations mondiales de marchandises, soit plus que les exportations mondiales de produits agricoles, et de textiles et vêtements prises ensemble.¹⁹

Le développement du commerce des technologies de l'information a été inégal pendant les neuf années considérées. De 1996 à 2000, les exportations mondiales de ces produits ont connu une forte augmentation annuelle, de 12 pour cent. L'éclatement de la bulle Internet a ensuite provoqué une forte contraction du commerce de ces produits en 2001 et 2002, suivie d'une reprise pendant les trois années suivantes. Si l'on compare le commerce des produits des technologies de l'information et celui des autres produits manufacturés, on constate que sa croissance a été supérieure pendant la période 1996-2000, mais légèrement inférieure pendant la période 2000-2005.

Graphique 1

Progression des exportations mondiales de produits des technologies de l'information et des autres produits manufacturés, 1996-2005

(Indice 1996=100)



^a À l'exclusion des produits des TI.

Source: ONU, Base de données Comtrade.

¹⁸ Selon la définition de l'Accord sur les technologies de l'information. Il est assez difficile de mesurer avec précision le commerce des produits des technologies de l'information car la définition donnée dans l'Accord ne concorde pas toujours exactement avec les listes tarifaires nationales. Par exemple, certains produits des technologies de l'information sont groupés avec des produits d'autres catégories dans les classifications tarifaires et commerciales. Si l'on tient compte de toutes les lignes tarifaires comprenant des produits des technologies de l'information et d'autres produits, on surestime le nombre "réel" de produits visés et si on les exclut, on sous-estime les flux commerciaux. Le commerce mondial total des produits des technologies de l'information, sur la base de la définition plus large augmente un peu moins vite que le commerce estimé sur la base de la définition étroite, et est supérieur d'environ 10 pour cent. Dans la présente étude, nous avons choisi de prendre en compte le nombre de produits visés légèrement surestimé, qui concerne principalement les semi-conducteurs.

¹⁹ Dans cette étude du commerce mondial des produits des technologies de l'information, on applique les définitions régionales courantes utilisées dans les Statistiques du commerce international de l'OMC. Cela signifie que le commerce intra-UE est inclus dans le total mondial et les réexportations de Hong Kong, Chine en sont exclues.

Toutefois, les valeurs nominales en dollars sous-estiment la croissance, en termes absolus et relatifs, des échanges de produits des technologies de l'information. Les prix des ordinateurs, des semi-conducteurs et du matériel de télécommunication ont généralement eu tendance à baisser alors que ceux des autres produits manufacturés ont légèrement augmenté. Cela est illustré par l'évolution des prix des importations des États-Unis. Entre 1996 et 2005, les prix des produits des technologies de l'information ont baissé en moyenne de 6 pour cent par an, tandis que ceux de tous les autres produits manufacturés ont augmenté de près de 1 pour cent par an.

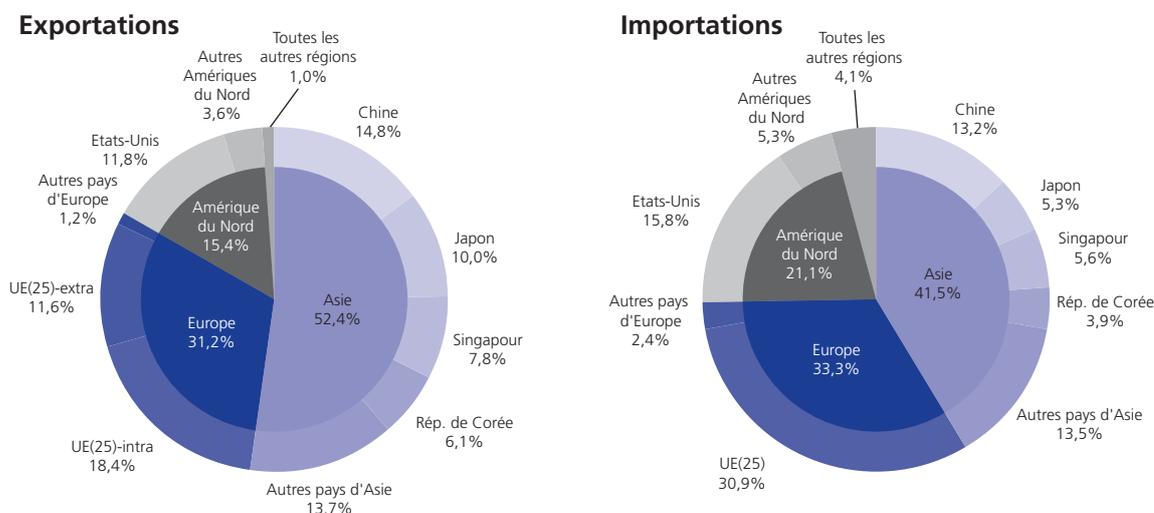
Compte tenu de ces variations relatives des prix, il est fort probable que la croissance réelle du commerce des produits des technologies de l'information a été encore plus vigoureuse que celle du commerce des autres produits manufacturés, non seulement entre 1996 et 2000 mais aussi entre 2000 et 2005.

Pendant ces neuf années, les importations des États-Unis et du Canada dans le cadre de l'ALENA et les échanges intra-UE ont connu une croissance un peu moins dynamique que les importations en provenance de pays extérieurs à ces ensembles régionaux. Si l'on exclut du total mondial ces flux commerciaux, qui n'ont pas profité de l'ATI parce qu'ils bénéficiaient déjà de la franchise de droits ou qui auraient même pu être affectés par l'ATI, on constate une augmentation globale encore plus forte des exportations de produits des technologies de l'information entre 1996 et 2005. Bien que nous n'ayons aucun moyen précis d'évaluer la contribution de l'ATI à l'expansion du commerce pendant ses neuf premières années d'application, il est peu probable que l'existence de l'accord ait contribué à ce résultat.

Commerce des produits des technologies de l'information par région et principaux pays commerçants

L'une des principales caractéristiques du commerce mondial des produits des technologies de l'information est le rôle de premier plan joué par l'Asie, qui s'est encore renforcé après l'entrée en vigueur de l'ATI en 1997 (graphique 2). En 2005, les pays asiatiques représentaient plus de la moitié des exportations mondiales et plus de 40 pour cent des importations mondiales de ces produits. Le commerce intrarégional est important et ces pays se livrent une vive concurrence pour attirer les investissements étrangers et conquérir des marchés d'exportation. La région et (la plupart de) ses principaux pays commerçants sont des exportateurs nets de produits des technologies de l'information. L'Europe vient en deuxième position après l'Asie pour les exportations et les importations de ces produits. En 2005, les exportations intra-UE (à 25) ont représenté à elles seules 60 pour cent des exportations totales de l'Europe. Dans la région, les pays commerçants les plus dynamiques sont ceux qui ont adhéré à l'UE en 2004; ils ont développé leur commerce des technologies de l'information beaucoup plus vite que l'Irlande, qui était le pays commerçant le plus dynamique de l'UE (à 15) dans les années 90. La part de l'Europe dans les exportations et les importations mondiales de produits des technologies de l'information a légèrement diminué entre 1996 et 2005. Les importations de la région restent supérieures à ses exportations. La part de l'Amérique du Nord dans le commerce mondial de ces produits a reculé entre 1996 et 2005, ce qui tient en partie à la contraction des échanges intra-ALENA après 2000. Le commerce intra-ALENA de produits des technologies de l'information représentait un peu plus de 40 pour cent des exportations totales de l'Amérique du Nord dans ce secteur. L'Amérique du Nord est un gros importateur net de ces produits. Les exportations de technologies de l'information de l'Amérique du Sud/l'Amérique centrale, de l'Afrique, du Moyen-Orient et de la CEI ne représentent toujours qu'une petite part des exportations mondiales de ces produits. Ces régions sont des importateurs nets de produits des technologies de l'information et bien que leurs importations aient été très importantes en 2005, elles représentaient encore environ 4,1 pour cent des importations mondiales ces produits.

Graphique 2
Commerce mondial des produits des technologies de l'information par région, 2005



Source: ONU, Base de données Comtrade et OMC.

Les parts des principaux pays importateurs et exportateurs de produits visés par l'ATI se sont considérablement modifiées pendant la période 1996-2005. Les États-Unis et le Japon étaient les principaux exportateurs de ces produits en 1996, mais leurs exportations ont progressé moins rapidement que les exportations mondiales avant et après l'éclatement de la bulle Internet en 2001. Ce recul a été si marqué qu'en 2005, les exportations de technologies de l'information des États-Unis étaient encore en deçà de leur niveau record de 2000, tandis que celles du Japon ne se situaient qu'au niveau atteint cinq années auparavant²⁰ (voir le tableau 1 de l'appendice).

Les exportations de l'Union européenne (à 15) ont augmenté un peu moins vite que le commerce mondial des technologies de l'information pendant la période 1996-2005. La décélération observée après 2000 a été moins marquée qu'au niveau mondial, en partie grâce à la fermeté des taux de change européens par rapport au dollar EU. En Europe, le commerce des technologies de l'information a été caractérisé par des évolutions divergentes dans la région. La République tchèque, la Hongrie, la Pologne et d'autres pays en cours d'adhésion à l'UE ont profité de la relocalisation sur leur territoire d'une partie de la production européenne de technologies de l'information. En conséquence, ces pays sont devenus des exportateurs et des importateurs dynamiques de ces produits et le commerce entre les pays de l'UE (à 15) s'est développé beaucoup moins vite que leur commerce avec les pays tiers (y compris les futurs membres). La vigoureuse expansion du commerce des technologies de l'information dans les nouveaux membres de l'UE a été stimulée en grande partie par le processus d'intégration européenne. La Hongrie offre le meilleur exemple des avantages de l'intégration. Elle n'a accédé à l'ATI qu'en 2004 mais ses exportations de technologies de l'information sont celles qui ont connu de loin la plus forte croissance en Europe pendant la période 1996-2005 (41 pour cent par an en moyenne).

Parmi les principaux pays commerçants, la Chine a été de loin l'exportateur le plus dynamique de produits des technologies de l'information au cours des dix dernières années. Pendant la période 1996-2000, ses exportations ont augmenté de 29 pour cent par an, presque trois fois plus vite que celles de tous les autres pays. En outre, alors que la croissance des exportations mondiales de technologies de l'information s'est ralentie pendant la période 2000-2005, celle des exportations chinoises s'est accélérée, pour atteindre près de 40 pour cent par an, soit plus de sept fois le taux de croissance enregistré dans le reste du monde. La part de la Chine dans les exportations mondiales est passée de 2,1 pour cent en 1996 à 14,8 pour cent en 2005. La Chine était le septième exportateur mondial en 1996 et elle est devenue le premier en 2005, si l'on fait abstraction du commerce intra-UE (à 25). Si l'on tient compte de celui-ci, l'UE (à 25) était le premier exportateur de produits des technologies de l'information en 2005.

²⁰ Les exportations du Japon ont repris en 2004, atteignant 148 milliards de dollars, mais elles ont fléchi en 2005.

La croissance exceptionnelle des exportations chinoises de produits visés par l'ATI est étroitement liée aux entrées d'IED en Chine. De nombreuses entreprises de dimension mondiale, attirées par les coûts d'exploitation peu élevés et les conditions d'investissement favorables, ont progressivement augmenté leurs capacités de production en Chine. Les investissements provenaient non seulement de pays développés comme les États-Unis et le Japon, mais aussi, de façon notable, de pays à forte croissance d'Asie de l'Est comme Singapour, le Taipei chinois et la République de Corée. Cette relocalisation en Asie de l'industrie mondiale de l'information et de la communication a contribué, après 2000, au ralentissement de la croissance des exportations de certains des principaux pays en développement exportateurs d'Asie (Chine exceptée). Les pays commerçants d'Asie, comme le Taipei chinois, la Malaisie, les Philippines et l'Indonésie, ont vu leur part des exportations mondiales diminuer entre 2000 et 2005. Par contre, la République de Corée a réussi à accroître sa part et la Thaïlande à maintenir la sienne pendant cette période de cinq ans.

Parmi les pays en développement non signataires de l'ATI, le Mexique est le pays commerçant le plus important. Ses exportations de produits des technologies de l'information sont destinées en grande partie au marché des États-Unis (88 pour cent en 2005), où elles bénéficient de l'accès en franchise de droits, du fait la participation du Mexique à l'ALENA. Le Canada, qui est signataire de l'ATI et membre de l'ALENA, a quelque peu réduit sa dépendance à l'égard du marché des États-Unis entre 1996 et 2005. L'évolution de ce marché a déterminé, dans une large mesure, les résultats commerciaux des deux pays. Leurs exportations ont augmenté plus que la moyenne mondiale entre 1996 et 2000, période de forte expansion du marché américain, et elles ont diminué entre 2000 et 2005²¹, période pendant laquelle les importations de produits des technologies de l'information des États-Unis ont stagné en valeur. Pendant toute la période 1996-2005, la valeur des exportations de produits des technologies de l'information des deux pays a augmenté en moyenne de 10 pour cent et de 2 pour cent par an, respectivement.

L'évolution des exportations mondiales de produits visés par l'ATI, par pays commerçant, pendant la période 1996-2005, a été marquée par la montée en puissance de la Chine, qui a augmenté sa part du commerce mondial des technologies de l'information aux dépens des parts de marché des États-Unis et du Japon. Parmi les autres principaux exportateurs, seule la République de Corée a augmenté sa part des exportations au cours des quatre années ayant précédé l'éclatement de la bulle Internet (1996-2000) et dans les cinq années suivantes. En Europe, la Hongrie, la République tchèque, la Pologne et la République slovaque ont toutes enregistré une croissance dynamique de leurs exportations pendant la période 1996-2005.

L'évolution des importations par pays entre 1996 et 2005 est très semblable à celle des exportations. Parmi les principaux pays développés, les États-Unis, le Japon, l'UE (à 15) et le Canada ont vu leurs importations augmenter moins que la moyenne mondiale pendant les neuf années considérées. La Chine a augmenté ses importations de près de 30 pour cent par an, devenant ainsi le troisième importateur mondial après l'UE (à 15) et les États-Unis.

Parmi les principaux pays commerçants participants à l'ATI figurent sept pays en développement d'Asie de l'Est, qui ensemble, ont légèrement augmenté leur part des importations mondiales entre 1996 et 2005. Toutefois, si l'on fait abstraction de Hong Kong, Chine et de Singapour, qui importent surtout pour réexporter, la part des cinq autres pays – Taipei chinois, République de Corée, Malaisie, Thaïlande et Philippines – est restée à peu près la même pendant la période 1996-2005.

L'évolution des importations de technologies de l'information de l'Inde a été particulièrement marquante. Leur croissance a été presque équivalente à celle des importations de la Chine pendant la période 1996-2005 et, contrairement à la tendance mondiale, elle s'est accélérée après 2000. Les importations de technologies de l'information de l'Inde consistent principalement en produits finis, comme le matériel de télécommunication et les ordinateurs. Leur quadruplement entre l'exercice 2000/01 et l'exercice 2005/06, où elles ont atteint 14,1 milliards de dollars, est manifestement lié à l'essor des exportations de

²¹ La hausse du dollar EU par rapport aux autres grandes monnaies jusqu'en 2000 et sa baisse par la suite ont influé sur l'évolution de la valeur des échanges.

logiciels de l'Inde après 2000. L'exemple indien montre bien que les possibilités créées par la disponibilité des technologies de l'information et des produits connexes ne se limitent pas au secteur du matériel proprement dit, mais ont des retombées bénéfiques sur beaucoup d'autres secteurs de l'économie. L'Inde pourrait réaliser des gains importants en matière d'exportations, de production et d'emploi dans le secteur des services en utilisant efficacement les technologies de l'information.²²

L'importance des produits des technologies de l'information (mesurée par leur part dans les exportations de marchandises) varie considérablement selon les pays et les régions. En Asie de l'Est, cinq pays en développement détenaient une part du commerce de ces produits supérieure à 30 pour cent en 2005 (soit deux fois plus que leur part des exportations mondiales). Il s'agit des Philippines (66 pour cent), de Singapour (49 pour cent), de la Malaisie (42 pour cent), du Taipei chinois (38 pour cent) et de la République de Corée (31 pour cent). L'importance des produits des technologies de l'information dans les exportations de ces pays s'est fortement accrue entre 1996 et 2000 mais a nettement diminué par la suite. Une évolution analogue a été observée au Japon, où les produits visés par l'ATI représentaient 26 pour cent des exportations totales de marchandises en 1996, 30 pour cent en 2000 et 24,5 pour cent en 2005. Toutefois, seul le Japon a enregistré une diminution relative suffisamment forte pour ramener la part de ces produits en dessous du niveau atteint en 1996. Par contre, en Chine, la part des produits des technologies de l'information dans les exportations de marchandises a régulièrement augmenté, passant de moins de 10 pour cent en 1996 à 16,3 pour cent en 2000 et à 28,2 pour cent en 2005.²³

En dehors de l'Asie, la part des produits des technologies de l'information dans les exportations totales est généralement beaucoup plus faible. Aux États-Unis, elle s'est située entre 21 et 26 pour cent pendant la période 1996-2000 mais elle est tombée à moins de 20 pour cent en 2005. Un recul analogue a été observé au Mexique et au Costa Rica où la part de ces produits était de 16 pour cent et 24 pour cent, respectivement, en 2005. En Europe, leur part dans les exportations totales de marchandises est restée assez stable, à un peu plus de 10 pour cent, alors que pour certains des pays ayant adhéré à l'UE en 2004, elle a fortement augmenté (par exemple en Hongrie, où elle a atteint 22 pour cent en 2005).

Commerce des produits des technologies de l'information par catégorie de produits visés par l'ATI

Les tendances du commerce par grande catégorie de produits sont indiquées dans le graphique 3 ci-dessous et dans le tableau 2 de l'appendice. En 2005, les trois principales catégories d'exportations mondiales de produits visés par l'ATI étaient les ordinateurs (34 pour cent), les semi-conducteurs (23 pour cent) et le matériel de télécommunication (21 pour cent). Le matériel de fabrication de semi-conducteurs représente un peu plus de 10 pour cent, soit à peu près autant que les trois groupes résiduels pris ensemble, à savoir les instruments, parties et logiciels relevant de l'ATI.

La part des ordinateurs dans le commerce total des produits visés par l'ATI est restée à peu près inchangée entre 1996 et 2005, alors que celle des semi-conducteurs a sensiblement diminué et que celle du matériel de télécommunication a nettement augmenté. S'agissant des semi-conducteurs, on constate que leurs expéditions à l'exportation ont augmenté beaucoup plus vite que celles des autres produits visés par l'ATI en 1999-2000 mais que par la suite, elles ont augmenté moins rapidement. La part des équipements de télécommunication dans le commerce total des produits visés par l'ATI a augmenté avant et après la récession de 2000/01 et s'est rapprochée de celle des semi-conducteurs.

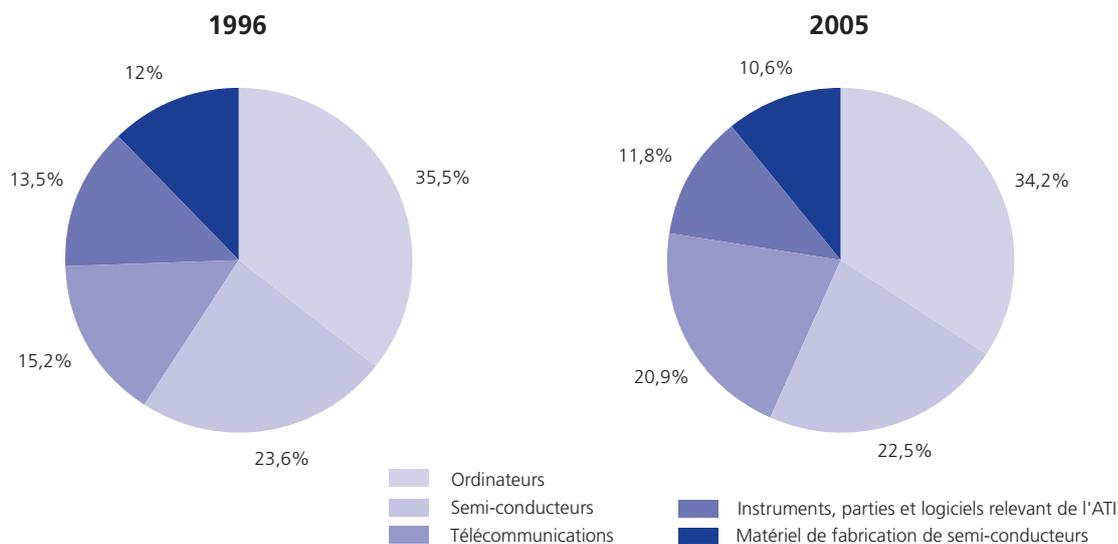
²² Le nombre d'abonnés au téléphone mobile en Inde est passé de 0,3 million en 1996 à 90 millions en 2005 et selon les estimations, le nombre d'utilisateurs d'Internet est passé de 0,4 million en 1996 à 60 millions en 2005.

²³ Le commerce des technologies de l'information de la Chine fait probablement l'objet d'une double comptabilisation, qui surestime la part absolue et relative de ces produits dans le commerce de marchandises du pays. En 2005, selon les statistiques douanières chinoises, sur les 200 milliards de dollars d'importations de produits des technologies de l'information, environ 33 milliards de dollars provenaient de Chine et ces réimportations ont augmenté plus rapidement que les importations (et les exportations) totales de marchandises chinoises au cours des cinq dernières années.

Graphique 3

Exportations mondiales de produits visés par l'ATI par catégorie, 1996 et 2005

(parts en pourcentage)



Source: ONU, Base de données Comtrade et OMC.

d) Conclusion

L'Accord sur les technologies de l'information a facilité l'expansion du commerce mondial des produits des technologies de l'information en éliminant les droits de douane sur les importations, à la fois dans les échanges entre tous les participants et dans les échanges avec le reste du monde. La réduction moyenne des droits appliqués pour ces produits a été de l'ordre de 2 à 3 points de pourcentage pour les pays développés. Cette réduction a été mise en œuvre en trois ans et, à première vue, elle peut ne pas paraître spectaculaire au regard des variations annuelles des taux de change et de la baisse régulière des prix de la plupart des produits des technologies de l'information. Mais il ne faut pas oublier que les droits de douane applicables à certaines lignes tarifaires étaient parfois trois fois plus élevés que le taux moyen dans les pays développés. En outre, les taux appliqués moyens dans de nombreux pays en développement étaient assez élevés avant l'ATI (par exemple en Inde et en République de Corée). Même des droits peu élevés peuvent constituer plus qu'un « droit de nuisance » et sont loin d'être négligeables si le produit entre dans un processus de production mondial et doit, de ce fait, franchir plusieurs fois les frontières douanières avant de parvenir au consommateur final comme élément d'un produit fini. En outre, la prévisibilité et la stabilité assurées grâce à la consolidation des droits sur les technologies de l'information donnent aux investisseurs la garantie que les coûts tarifaires n'entraveront pas leurs importations futures ni leur accès aux marchés étrangers.

Le nombre de pays participant à l'ATI continue de croître, avec l'accession, au début de 2007, du Viet Nam et des Émirats arabes unis. Si le nombre de pays couverts par l'ATI est en augmentation, le nombre de produits visés risque lui de diminuer si les participants n'agissent pas. Étant donné la rapidité de l'évolution technologique dans le secteur, de nombreux produits nouveaux font leur apparition et les anciens produits sont remplacés par des produits multifonctionnels qui ne sont pas clairement couverts par les définitions de l'ATI, établies il y a dix ans. Il importe donc que les participants coopèrent de manière constructive au sein du Comité des technologies de l'information de l'OMC pour résoudre ces problèmes de classification. L'aboutissement des négociations sur l'accès aux marchés dans le cadre du Cycle de Doha faciliterait les travaux du Comité, car cela tendrait à réduire l'écart entre les droits applicables aux technologies de l'information et aux autres produits manufacturés sur le point d'être visés par l'ATI.

Appendice Tableau 1
Les trente principaux exportateurs et importateurs de produits des technologies de l'information en 2005

	Valeur (en millions de dollars)		Croissance annuelle moyenne		
	2005	2005	1996-05	1996-00	2000-05
Exportateurs					
UE (à 15)	400328	27,7	7	9	5
Exportations extra-UE à 15	185682	12,9	8	9	7
Exportations intra-UE à 15	214646	14,9	6	9	3
Chine	213637	14,8	35	29	40
États-Unis	170121	11,8	3	11	-3
Japon	144759	10,0	4	8	0
Hong Kong, Chine	115768	...	16	13	18
Réexportations	111124	...	18	16	19
Exportations intérieures	4644	0,3	-2	-5	0
Singapour	111969	7,8	7	6	7
Corée, République de	87947	6,1	13	18	10
Taipei chinois	71891	5,0	17	40	2
Malaisie	59370	4,1	9	15	4
Mexique ^a	33904	2,3	10	25	-1
Philippines	26940	1,9	12	28	0
Thaïlande	24464	1,7	8	9	6
Canada	19045	1,3	2	13	-6
Hongrie	14011	1,0	41	82	16
Suisse	10956	0,8	4	4	4
Rép. tchèque	9919	0,7	25	18	30
Indonésie	6193	0,4	14	29	3
Brésil ^a	4073	0,3	22	32	14
Israël	3758	0,3	1	22	-14
Pologne	3169	0,2	22	13	29
Australie	2544	0,2	-1	-2	0
Norvège	2486	0,2	6	3	8
Slovaquie	2076	0,1	34	31	36
Inde	2112	0,1	12	8	15
Costa Rica	1744	0,1	70	240	-2
Estonie	1530	0,1	30	63	8
Malte	1208	0,1	3	14	-5
Maroc	1065	0,1	34	75	8
Roumanie	1046	0,1	37	80	11
Tunisie ^a	972	0,1	13	-56	141
Monde ^b	1443963	100,0	8	12	6
Pour mémoire :					
UE (à 25)	433842	30,0	7	10	6
Exportations extra-UE à 25	167596	11,6	8	8	7
Exportations intra-UE à 25	266245	18,4	7	10	5

^a Non participants à l'ATI.

^b À l'exclusion des réexportations de Hong Kong, Chine et y compris les échanges intra-UE (à 15).

Appendice Tableau 1

Les trente principaux exportateurs et importateurs de produits des technologies de l'information en 2005 (cont.)

Importateurs

	Valeur (en millions de dollars)	Part	Croissance annuelle moyenne		
	2005	2005	1996-05	1996-00	2000-05
États-Unis	237429	14,9	5	12	0
UE (à 15)	419779	27,9	7	10	4
Importations extra-UE à 15	205133	13,6	8	11	6
Chine	199006	12,5	29	27	30
Hong Kong, Chine					
Importations non réexportées	9223	0,6	-3	4	-8
Singapour	84914	5,3	6	6	6
Japon	79797	5,0	6	10	2
Taipei chinois	60965	3,8	20	44	4
Corée, République de	59217	3,7	9	12	6
Malaisie	48992	3,1	7	10	5
Mexique ^a	47923	3,0	13	24	5
Canada	32213	2,0	3	11	-3
Thaïlande	24799	1,6	6	3	9
Philippines	21970	1,4	9	6	10
Australie	15142	1,0	5	5	5
Hongrie	14593	0,9	28	47	14
Inde	14097	0,9	27	22	31
Suisse	12224	0,8	4	7	2
Brésil ^a	10995	0,7	6	11	2
Rép. tchèque	10895	0,7	15	9	19
Pologne	10060	0,6	13	13	14
Turquie	8999	0,6	15	23	8
Fédération de Russie ^a	8268	0,5	15	-7	36
Afrique du Sud ^a	6906	0,4	7	-1	13
Norvège	5973	0,4	6	3	8
Israël	6022	0,4	4	13	-3
Arabie saoudite	4311	0,3	14	1	26
Roumanie	3925	0,2	21	23	19
Argentine ^a	3644	0,2	3	9	-1
Slovaquie	3518	0,2	24	19	28
Colombie ^a	2822	0,2	6	-6	18
Monde ^b	1503582	100,0	9	12	6
Pour mémoire :					
UE (à 25)	465399	31,0	8	11	5
Importations extra-UE à 25	199154	13,2	8	11	5

^a Non participants à l'ATI.

^b À l'exclusion des réexportations de Hong Kong, Chine et y compris les échanges intra-UE (à 15).

Source: Base de données Comtrade de l'ONU et OMC.

Appendice Tableau 2
Exportations mondiales de produits des technologies de l'information par catégorie, 1996-2005
(en milliards de dollars et en pourcentage)

	Valeur							Croissance annuelle moyenne		
	1996	2000	2001	2002	2003	2004	2005	1996-05	1996-00	2000-05
<i>Produits des technologies de l'information</i>	697	1106	955	951	1083	1328	1444	8	12	5
I. Ordinateurs	247	375	342	340	387	460	494	8	11	6
II. Instruments et appareils relevant de l'ATI	21	26	27	25	28	34	37	6	5	8
III. Parties et accessoires	50	82	64	64	72	87	92	7	13	2
IV. Logiciels relevant de l'ATI	24	26	26	26	31	36	41	6	2	9
V. Semi-conducteurs	164	280	212	224	258	308	325	8	14	3
VI. Matériel de fabrication de semi-conducteurs	84	118	98	94	112	149	153	7	9	5
VII. Télécommunications	106	200	186	178	195	255	302	12	17	9

Note: À l'exclusion des réexportations de Hong Kong, Chine et y compris les échanges intra-UE. Définition des produits des technologies de l'information conformément à l'ATI.

Source: Base de données Comtrade de l'ONU et OMC.

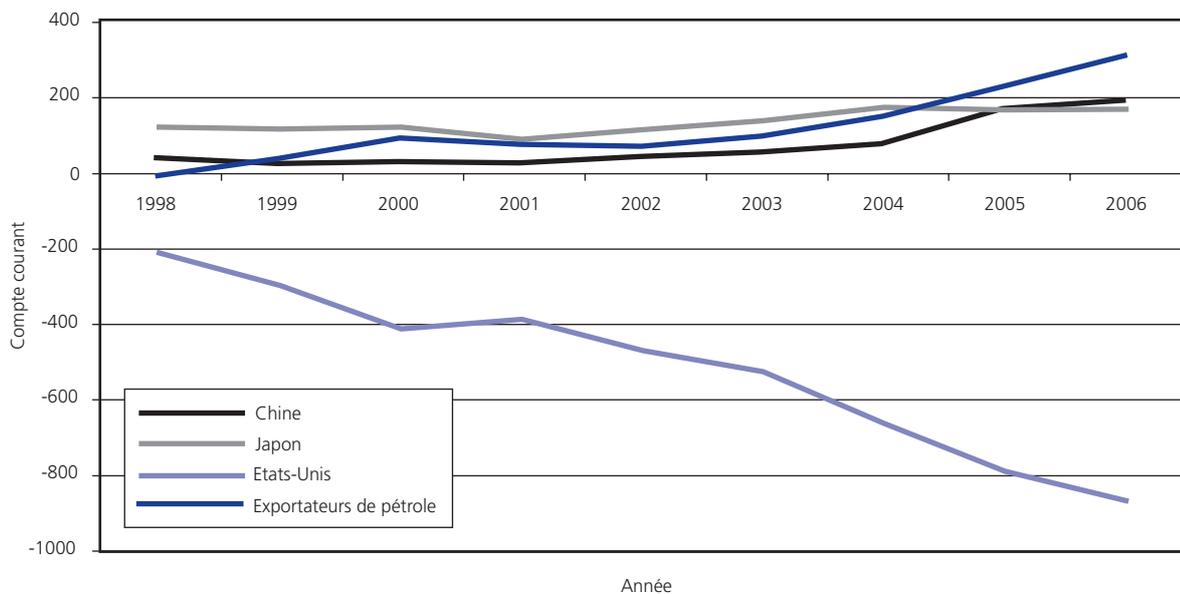
2. DÉSÉQUILIBRES MONDIAUX ET COMMERCE INTERNATIONAL

a) Introduction

L'accroissement des déséquilibres mondiaux a suscité beaucoup d'attention et de préoccupations. Les déséquilibres des comptes courants ont été particulièrement marqués entre les pays d'Asie de l'Est et les exportateurs de pétrole, d'une part, et les États-Unis, d'autre part. L'évolution et la structure des déséquilibres mondiaux sont illustrées par le graphique 4, qui indique la balance des opérations courantes de quatre grandes économies : les États-Unis, le Japon, la Chine et trois grands exportateurs de pétrole (Arabie saoudite, Russie et Norvège). Le déficit courant des États-Unis a atteint 870 milliards de dollars (6,6 pour cent du PIB) en 2006, contre 214 milliards de dollars (2,4 pour cent du PIB) en 1998. Par contre, l'excédent courant de la Chine en 2006 est estimé à 184,2 milliards de dollars (7,2 pour cent du PIB), contre environ 32 milliards de dollars (3,3 pour cent du PIB) en 1998. Et parmi les exportateurs de pétrole, l'excédent courant de l'Arabie saoudite a atteint 120 milliards de dollars (32,9 pour cent du PIB) en 2006.

Graphique 4
Balance des opérations courantes de certaines économies, 1998-2006

(en milliards de dollars)

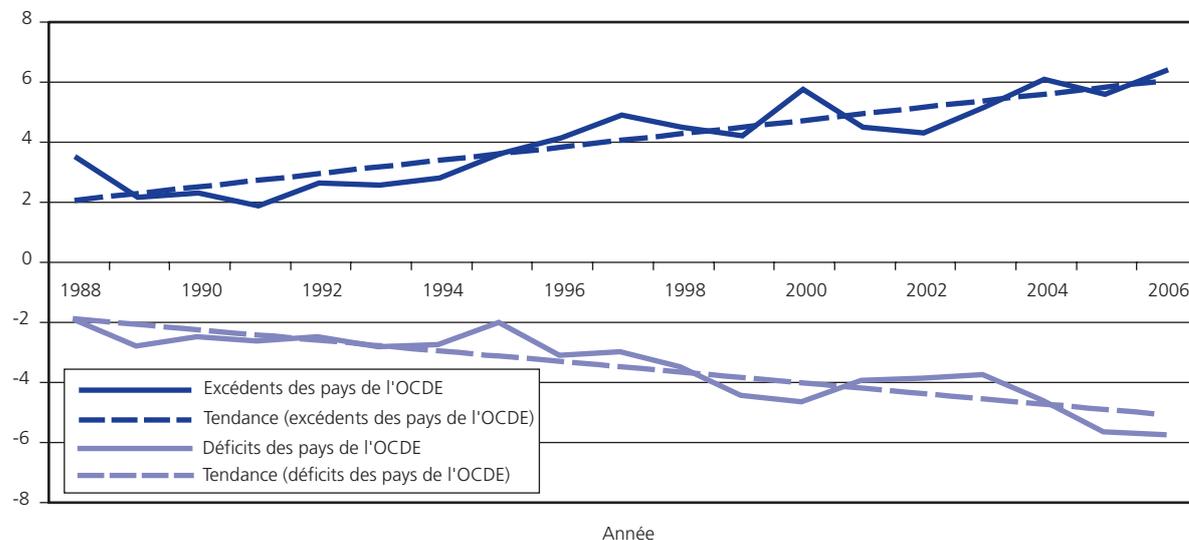


Source : Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, septembre 2006.

L'accroissement des déséquilibres courants semble cependant être un phénomène beaucoup plus vaste et de plus longue durée. Dans les pays de l'OCDE, les déséquilibres ont nettement tendance à s'accroître. Le graphique 5 indique le volume moyen des excédents/des déficits courants des pays de l'OCDE en pourcentage du PIB depuis 1988. Pour chaque année, les pays de l'OCDE sont classés en fonction de la situation de leurs comptes courants. Les pays excédentaires (déficitaires) sont regroupés et l'excédent (déficit) moyen est calculé en pourcentage du PIB. Les lignes en pointillés montrent la progression de la tendance autour de laquelle les excédents et les déficits moyens se sont accrus. En 1988, dans les pays de l'OCDE déficitaires, le déficit moyen représentait environ 2 pour cent du PIB. En 2006, cette moyenne était estimée à environ 5,8 pour cent du PIB. De même, en 1988, dans les pays de l'OCDE enregistrant des excédents, l'excédent moyen était de l'ordre de 3,4 pour cent du PIB. Il était passé à 6,3 pour cent du PIB en 2006. Ainsi, cette année là, les déséquilibres courants – excédents ou déficits – des pays de l'OCDE étaient à peu près deux fois plus importants qu'en 1988.

Graphique 5
Excédents/déficits courants moyens des pays de l'OCDE, 1988-2006

(en pourcentage du PIB)



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 79.

La tendance à l'existence de déséquilibres importants n'est pas limitée aux pays de l'OCDE. De nombreux pays émergents enregistrent aujourd'hui des excédents courants plus élevés, bien qu'il faille peut-être faire une distinction entre ceux qui bénéficient d'un excédent temporaire dû à une évolution favorable des prix de leurs exportations (comme la hausse récente des prix des produits de base) et ceux dont les excédents résultent de la poursuite d'une stratégie de développement particulière (voir l'analyse dans la section suivante).

b) Explication des déséquilibres

Les forts déséquilibres des comptes courants sont liés en partie aux effets de l'intégration croissante des marchés de capitaux et des marchés financiers. Le compte courant est déficitaire lorsqu'il y a désépargne des résidents nationaux, c'est-à-dire lorsque l'absorption est supérieure au revenu. Cela résulte du fait que des étrangers sont disposés à financer l'absorption excessive en accumulant des créances futures sur les revenus des résidents nationaux. Il importe de souligner que la persistance des déséquilibres est essentiellement un phénomène macro-économique et a peu de rapport avec la politique commerciale. Les mesures commerciales qui limitent les importations nuisent tout autant aux exportations (c'est ce que l'on appelle le théorème de la symétrie de Lerner).²⁴

Du fait de l'accroissement des déficits et des excédents, les marchés de capitaux peuvent opérer des transferts d'épargne toujours plus importants par delà les frontières nationales. Leur intégration accrue leur permet de s'adapter plus facilement aux différences importantes entre les pays dans la propension à épargner et dans les possibilités d'investissement rentables. Feldstein et Horioka (1980) ont mis au point un test bien connu de l'intégration des marchés internationaux de capitaux. Bien que leur estimation initiale de l'intégration des marchés de capitaux dans les pays de l'OCDE ait été quelque peu décevante, des estimations plus récentes semblent mieux corroborer la thèse de l'intégration. Les éléments allant dans ce sens sont examinés dans l'encadré 1.

²⁴ Voir Lerner (1936).

Encadré 1 : Définition de l'ouverture des marchés de capitaux – Réexamen du test Feldstein-Horioka

Au cours des dernières décennies, on a assisté à la déréglementation progressive des marchés financiers et à l'intégration des marchés au niveau mondial. Ce phénomène est souvent considéré comme l'un des principaux facteurs ayant contribué à l'accroissement des excédents et des déficits courants par rapport au PIB dans les pays.

Dans une économie complètement fermée, le montant total des ressources disponibles pour la formation de capital est généré par l'épargne intérieure – que ce soit celle des ménages, des entreprises ou des administrations publiques. Comme le compte courant reflète aussi la différence entre l'épargne intérieure et l'investissement intérieur, il est toujours équilibré en autarcie.

Toutefois, l'intégration des marchés financiers mondiaux réduit ce biais national, c'est-à-dire la tendance des investisseurs à investir dans le pays l'épargne supplémentaire. Tout pays qui ouvre son marché de capitaux peut alors faire appel à l'épargne étrangère pour financer l'investissement, ce qui lui permet de financer des déséquilibres courants plus importants que par le passé.

Feldstein et Horioka (1980) ont vérifié cet effet de l'intégration des marchés de capitaux au moyen d'un test bien connu, consistant à mesurer la corrélation entre le taux d'épargne intérieure et le taux d'investissement au moyen de la régression transversale ci-après :

$$(1) \quad (I/Y)_i = \alpha + \beta(S/Y)_i + u_i$$

où $(S/Y)_i$ = épargne nette moyenne/produit intérieur brut du pays i ,
 $(I/Y)_i$ = formation brute de capital fixe moyenne/produit intérieur brut du pays i ,
 u_i = élément perturbateur aléatoire,

et α et β sont les paramètres pertinents à estimer.

Le raisonnement part de l'hypothèse que, dans un monde où la mobilité des capitaux serait parfaite, il n'y aurait pas de corrélation entre le taux d'épargne intérieure et le taux d'investissement ($\beta=0$) car l'épargne intérieure se dirigerait vers les pays offrant les rendements les plus élevés, alors que l'investissement intérieur serait financé par le recours aux marchés de capitaux mondiaux. Cette situation est comparée à une situation d'autarcie où la totalité de l'épargne supplémentaire est investie dans le pays ($\beta=1$).

Feldstein et Horioka ont appliqué la régression à un échantillon de 16 pays de l'OCDE pour la période 1960-1974 et ils ont constaté que, contrairement à l'anticipation d'une plus grande ouverture des marchés de capitaux dans l'OCDE et malgré l'existence avérée de flux de capitaux importants entre les pays, la corrélation estimée entre l'épargne et l'investissement était de 0,89 et n'était pas significativement différente de l'unité. Ils ont interprété cette forte corrélation comme un signe de la segmentation des marchés de capitaux ou de la faible mobilité internationale des capitaux.

Ce résultat surprenant a amené Obstfeld et Rogoff (2001) à considérer le résultat de Feldstein et Horioka comme l'un des six grands paradoxes de la macro-économie internationale. En estimant de nouveau la régression pour la période 1982-1991 sur un échantillon de 22 pays de l'OCDE, ils ont obtenu un coefficient de corrélation de 0,62. Ils en ont conclu que la forte corrélation entre l'épargne et l'investissement n'avait pas changé avec le temps. Ensuite, ils ont ajouté à l'échantillon un certain nombre de pays non membres de l'OCDE (portant le total à 56) et ils ont constaté que cela ramenait le coefficient β à 0,41.

De nombreux auteurs ont cherché à résoudre le paradoxe de Feldstein-Horioka, avec diverses extensions du test initial des méthodes économétriques plus fines. Récemment, Blanchard et Giavazzi (2002) ont réestimé la régression initiale de Feldstein-Horioka pour les pays de l'OCDE. Ils se sont particulièrement intéressés au marché unique européen, qui a connu une forte intégration des marchés de produits et des marchés financiers, et aux pays de l'Union monétaire européenne qui ont adopté l'euro en 1999. Bien qu'ils concluent que rien n'indique une diminution de la corrélation entre l'épargne et l'investissement dans les pays de l'OCDE, leur estimation du coefficient β est inférieure à celle qu'avaient obtenue Feldstein et Horioka et Obstfeld et Rogoff. Surtout, ils constatent que dans le cas de l'UE et de la zone euro, le paradoxe de Feldstein-Horioka semble avoir pratiquement disparu. L'estimation du coefficient β est très faible, constatation conforme à la conclusion selon laquelle l'épargne supplémentaire est de plus en plus utilisée pour financer l'investissement dans d'autres pays.

Test de l'intégration financière mondiale – Résultats du test Feldstein-Horioka

Études	Pays	Période	Estimation du coefficient β
Feldstein et Horioka	OCDE ^a	1960-1974	0.89*
Obstfeld et Rogoff	OCDE ^b	1982-1991 1990-1997	0.62* 0.60*
Blanchard et Giavazzi	OCDE	1991-2001	0.57
	Union européenne		0.36
	Zone euro		0.14

Notes :

* Niveau de signification de 1 pour cent. Blanchard et Giavazzi ne précisent pas le niveau de signification.

^a Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, Grèce, Irlande, Italie, Japon, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède.

^b Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Turquie.

Dans le droit fil de l'idée de l'intégration accrue des marchés de capitaux, l'accroissement des déséquilibres mondiaux est expliqué principalement par l'excédent d'épargne dans les pays émergents (en particulier en Asie de l'Est) et l'attrait des États-Unis comme destination des investissements, la profondeur et la sophistication des marchés financiers américains et le rôle du dollar comme principale monnaie de réserve internationale (Bernanke, 2005).

L'excédent d'épargne dans les pays émergents d'Asie de l'Est est imputé aux leçons que les gouvernements de ces pays ont tirées de la crise financière de 1997-1998, au type de stratégie de développement poursuivie dans la région et au faible développement des marchés financiers et des marchés de capitaux régionaux. La crise financière asiatique a amené les économies de marché émergentes à se prémunir contre de futures crises financières en accumulant des réserves de change, principalement en dollars EU. Les indicateurs utilisés habituellement pour déterminer si les réserves en devises sont suffisantes ne semblent pas permettre d'expliquer l'accumulation de réserves. Une première règle est de maintenir des réserves correspondant à trois ou quatre mois d'importations. Une deuxième règle empirique veut qu'un pays conserve des réserves égales à sa dette extérieure à court terme (celle-ci étant généralement définie comme la dette à échéance d'un an au plus). Une troisième règle empirique est de maintenir à un niveau nettement supérieur à zéro le ratio entre les réserves de change et la masse monétaire au sens large, qui indique le risque de fuite des capitaux en monnaie nationale détenus par les résidents. D'après ces indicateurs classiques de l'adéquation des réserves, le stock de réserves internationales détenu par les banques centrales des pays asiatiques est nettement supérieur aux besoins.

Les pays émergents d'Asie de l'Est ont poursuivi une stratégie de développement axée sur les exportations et étayée par des politiques de change consistant à ancrer les monnaies nationales sur le dollar EU. Cette stratégie de développement a porté ses fruits et a permis la mobilisation rapide et l'emploi de dizaines de millions de travailleurs. Cela suppose le transfert transfrontières de biens et de services au pays-centre en échange du financement de ses déficits (Dooley et al., 2006).

Les flux d'épargne vers les pays développés ont aussi été stimulés par le faible développement des marchés financiers et des marchés de capitaux dans les pays asiatiques émergents. Le faible développement de ces marchés au niveau national est devenu un goulet d'étranglement, empêchant les pays d'orienter efficacement l'épargne intérieure vers des projets d'investissement rentables.

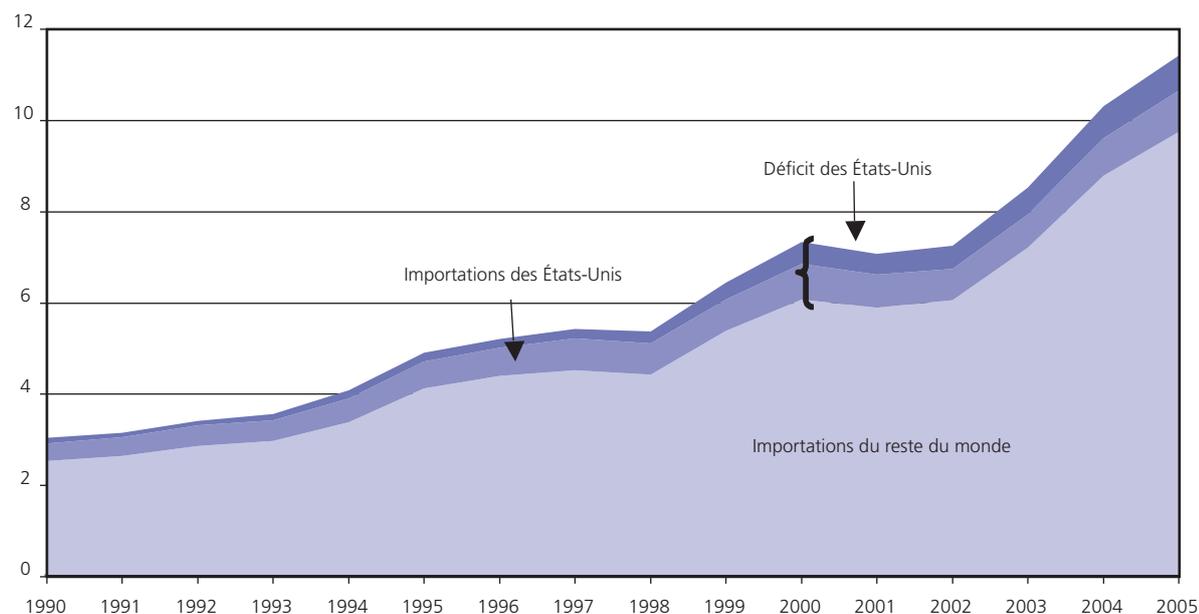
L'ampleur des déséquilibres pose toutefois la question fondamentale de leur soutenabilité et de la nature du processus d'ajustement. Les experts pensent que ces déséquilibres finiront par diminuer mais ils ne sont pas d'accord sur le point de savoir à quel moment cela se produira et de quelle façon, c'est-à-dire en douceur ou brutalement (Clarida, 2006). Il semble cependant largement admis que des variations des taux de change conjuguées à des variations des prix des actifs joueront un rôle au cours du processus d'ajustement. Les études des ajustements passés dans les pays industriels laissent entrevoir les problèmes qui se poseront. Il faut plus de temps pour résorber les déficits importants qui sont associés à un net ralentissement de la croissance des revenus pendant la phase de redressement du compte courant (Freund et Warnock, 2006). Les déficits courants liés à la consommation entraînent des dépréciations beaucoup plus fortes que les déficits liés au financement d'investissements. Obstfeld et Rogoff (2006) laissent entendre que le processus pourrait s'accompagner d'une forte dépréciation du dollar EU, de l'ordre de 30 pour cent.

(c) Implications pour le commerce mondial

Les déséquilibres des comptes courants observés au cours des dernières années ont entraîné indirectement une accélération de la croissance du commerce mondial des marchandises. De nombreux pays étaient prêts à produire et à expédier plus de marchandises à destination des États-Unis que ceux-ci ne pouvaient en payer en vendant (en exportant) leurs produits à ces pays, ce qui a contribué à stimuler l'économie mondiale. Depuis l'année 2000, le déficit commercial des États-Unis représente en moyenne entre 7 et 8 pour cent du commerce mondial, soit presque le double de son niveau moyen de 3,8 pour cent dans les années 90. Ce déficit a donc été un important facteur de croissance de la demande pour l'économie mondiale. Comme les États-Unis enregistrent des déficits commerciaux importants avec presque tous leurs grands partenaires, cette demande a été répartie de manière plus égale qu'on ne le pense parfois, bien que la Chine se taille la part du lion (voir le tableau 2).

Graphique 6
Déficit du commerce de marchandises des États-Unis en pourcentage du commerce mondial, 1990-2005

(en milliards de dollars)



Source: ONU, Base de données Comtrade.

Tableau 2
Déficits commerciaux des États-Unis avec leurs principaux partenaires commerciaux, 2006
(en milliards)

Région /Pays	Déficit commercial
Amérique du Nord	
Canada	75,6
Mexique	66,5
Europe	
UE (à 25)	120,0
Europe de l'Est	11,2
Asie	
Chine	232,7
Japon	90,6
Inde	11,8
Rép. de Corée	14,4
Taïpei chinois	15,6
Amérique du Sud et Amérique centrale	
Brésil	7,3
Venezuela	28,2
Moyen-Orient	35,5
Afrique	
Afrique du Sud	3,1
TOTAL	836,0

Source: Direction de l'analyse économique des États-Unis.

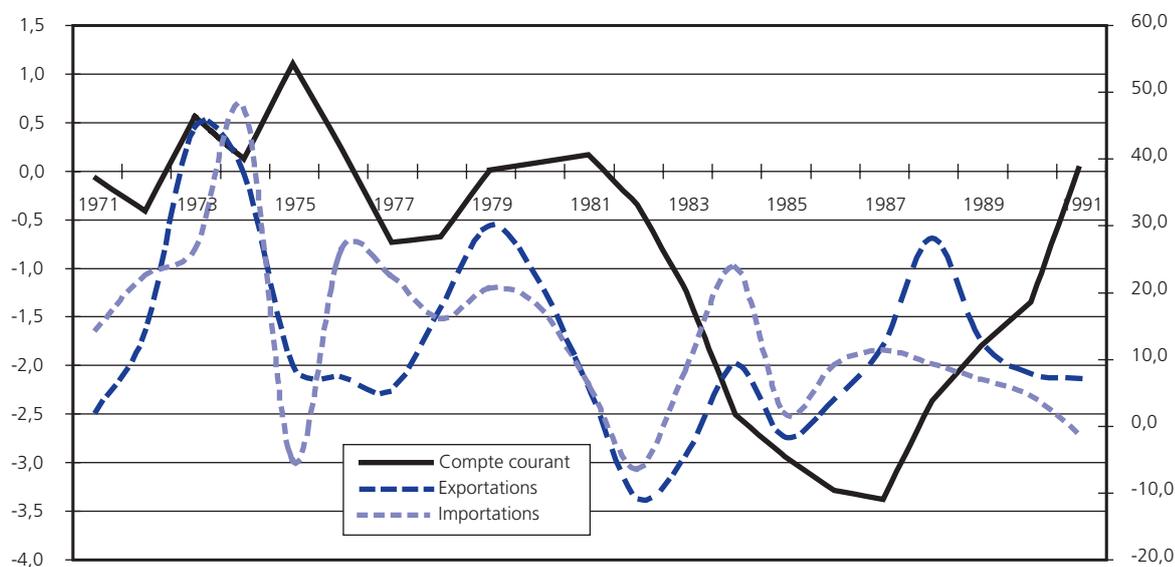
fixes de Bretton Woods puis au milieu des années 70, en raison notamment du choc pétrolier. Une plus longue période de déséquilibres plus prononcés a eu lieu au milieu des années 80, alors que l'économie des États-Unis sortait de sa plus profonde récession de l'après-guerre, et que le dollar s'appréciait fortement par rapport aux principales monnaies. Lors de chacun de ces épisodes, les exportations ont joué un rôle important en facilitant l'ajustement vers l'équilibre du compte courant. Dans chaque cas, elles ont fortement augmenté en valeur nominale – de plus de 40 pour cent en 1973, et de près de 30 pour cent en 1979 et en 1988. Pendant chacune de ces périodes, la croissance des importations s'est ralentie mais elle ne s'est effondrée que lors du dernier épisode d'ajustement. Au-delà de l'exemple des États-Unis, l'étude de Freund (2000), portant sur 25 épisodes de redressement des déséquilibres du compte courant des pays industrialisés entre 1980 et 1997, a montré que la croissance des exportations en termes réels a généralement contribué au processus d'ajustement.

Toutefois, si le déséquilibre de la balance courante des États-Unis diminuait, comme cela semble inévitable, le monde serait-il confronté à la perspective d'un ralentissement de la croissance du commerce des marchandises? Il n'en serait pas nécessairement ainsi. Cela dépendrait de la nature de l'ajustement. Si l'ajustement s'opère par l'accélération de la croissance des exportations de marchandises des États-Unis, avec seulement un léger ajustement du côté des importations, la résorption des déficits des États-Unis ne constituera pas forcément un choc négatif pour le commerce mondial. Il existe des précédents à l'appui de ce scénario « d'atterrissage en douceur ».

Le graphique 7 montre les ajustements antérieurs de la balance courante des États-Unis pendant deux décennies depuis 1970. Il présente trois chiffres: le compte courant en pourcentage du PIB, le taux de croissance annuel des exportations nominales et le taux de croissance annuel des importations nominales. De légers déséquilibres se sont produits au début des années 70, juste après que la signature des accords de Washington qui ont mis fin au système de taux de change

Graphique 7 Ajustements antérieurs du compte courant des États-Unis, 1970-91

(en pourcentage)



Source: Base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI, septembre 2006.

Cela étant, l'ajustement des importants déséquilibres de la balance courante est un processus complexe dont la rapidité et les effets économiques dépendent de nombreux facteurs. Dans quelle mesure la variation de la valeur des actifs contribue-t-elle à l'ajustement ? Quelle est la part de la réduction de l'absorption ? De la réorientation des dépenses ? Le degré de coordination internationale entre les autorités financières et les banques centrales est important aussi pour assurer un cadre d'action favorable. Il ne faut donc pas penser que l'analyse ci-dessus simplifie les problèmes en jeu. Pour prendre un exemple précis, le scénario de l'atterrissage en douceur suppose que l'accélération de la croissance des exportations des États-Unis s'accompagne d'une augmentation de la demande de produits américains dans le reste du monde, qui devrait être suscitée par l'évolution appropriée des taux de change et des prix des actifs et des biens. Un système commercial plus libéral faciliterait aussi l'ajustement. Il est rassurant de savoir que des ajustements en douceur se sont produits dans le passé, mais il est vrai aussi que l'histoire n'offre aucune garantie pour l'avenir.

Au-delà de leurs implications pour la croissance future du commerce mondial, les déséquilibres mondiaux font peser une menace plus immédiate sur le commerce, en ce sens qu'ils attisent le protectionnisme commercial. Il est tentant d'expliquer l'origine du déséquilibre par des pratiques commerciales déloyales plutôt que par des différences de comportement en matière d'épargne et d'investissement entre les pays. C'est pourquoi, les solutions proposées prévoient généralement des mesures protectionnistes. Mais elles s'attaquent aux symptômes et non aux causes des déséquilibres. Ce type de débat sur la politique à mener fausse l'idée que le public se fait de l'opportunité d'une libéralisation accrue du commerce, qui est examinée actuellement dans le cadre des négociations commerciales multilatérales du Cycle de Doha. Comme on l'a souligné plus haut, la persistance des déséquilibres courants est essentiellement un phénomène macro-économique. L'ajustement, lorsqu'il a lieu, nécessite un cadre d'action international favorable et la conclusion réussie des négociations commerciales multilatérales en cours y contribuerait grandement.

BIBLIOGRAPHIE

- Bernanke, B. S. (2005) "The global saving glut and the U.S. current account deficit", allocution prononcée lors de la Sandridge Lecture, Virginia Association of Economics, Richmond, Virginia, 10 mars.
- Blanchard, O. et Giavazzi, F. (2002) "Current account deficits in the Euro area: the end of the Feldstein-Horioka puzzle?", *Brookings Papers on Economic Activity 2002 2*: 147-209.
- Clarida, R. H. (2006) *G7 Current Account Imbalances: Sustainability and Adjustment*, Chicago: University of Chicago Press.
- Dooley, M. P., Folkerts-Landau, D. et Garber, P. (2006) "Direct investment, rising real wages and the absorption of excess labor in the periphery", dans Clarida, Richard H. (éd.) *G7 Current Account Imbalances: Sustainability and Adjustment*, Chicago: University of Chicago Press.
- Feldstein, M. et Horioka, C. (1980) "Domestic savings and capital flows", *Economic Journal* 90: 314-329.
- Freund, C. (2000) "Current account adjustment in industrialized countries", *International Finance Discussion Papers* No. 692, New York: Conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale.
- Freund, C. et Warnock, F. (2006) "Current account deficits in industrial countries: the bigger they are, the harder they fall?", dans Clarida, Richard H. (éd.) *G7 Current Account Imbalances: Sustainability and Adjustment*, Chicago: University of Chicago Press.
- Lerner, A. P. (1936) "The symmetry between import and export taxes", *Economica* 3, 11: 306-313.
- Obstfeld, M. et Rogoff, K. (1996) *Foundations of International Macroeconomics*, Cambridge: MIT Press.
- (2001) "Six major puzzles of international macroeconomics", dans Bernanke et Rogoff (éds.) *NBER Macroeconomics Annual 2000*, Cambridge: MIT Press.
 - (2006) "The unsustainable U.S. current account position revisited", dans Clarida, Richard H. (éd.) *G7 Current Account Imbalances: Sustainability and Adjustment*, Chicago: University of Chicago Press.